

43
6

MANDAT D'ARRET EUROPEEN

Le présent mandat a été émis par une autorité judiciaire compétente.
Je demande que la personne mentionnée ci-dessous soit arrêtée et remise aux autorités judiciaires aux fins de l'exercice de poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté.

A) Renseignements relatifs à l'identité de la personne recherchée:

Nom: [REDACTED]
Prénoms: [REDACTED]
Les Alias, s'il y a lieu: /
Sexe: F
Nationalité: [REDACTED]
Date de naissance: [REDACTED]
Lieu de naissance: [REDACTED]
Résidence et/ou adresse connue: /
Si connu, la ou les langues que la personne recherchée comprend: ?
Traits distinctifs / description de la personne recherchée: ?

Photos et empreintes digitales de la personne recherchée, si elles sont disponibles et s'il est possible de les communiquer ou les coordonnées de la personne à contacter afin d'obtenir ces informations ou un profil ADN (si ces données peuvent être communiquées mais n'ont pas été incluses).

Disponibles chez [REDACTED], Inspecteur Principal, Police Fédérale, Fugitives Active Search Team (F.A.S.T.), tél. 00.32.2.642.65.87, fax: 32.2.642.65.96.

44
C

B) Décision sur laquelle se fonde le mandat d'arrêt:

jugement exécutoire:

jugement du Tribunal Correctionnel de NAMUR du 18 JANVIER 2010
(concerne Notice [REDACTED]).

C) Indications sur la durée de la peine:

— Durée de la peine ou mesure de sûreté privative de liberté infligée:

2 ANS d'emprisonnement.

Peine restant à purger: **2 ANS.**

D) Décision rendue, par défaut, signifiée le 15 février 2010 à Procureur du Roi.

— La personne concernée n'a pas été citée personnellement ou informée autrement de la date et du lieu de l'audience qui a mené à la décision rendu par défaut mais bénéficie de garanties juridiques ci-dessous décrites, une fois remise aux autorités judiciaires (de telles garanties peuvent être fournies à l'avance):

Le jugement étant rendu par défaut, l'intéressé pourra faire opposition dans les 15 jours qui suivent celui où il aura connu la signification du jugement.

Dans ce cas, il bénéficiera d'un nouveau procès contradictoire (voir document annexé au présent mandat d'arrêt – annexe à la [REDACTED] du Collège des Procureurs Généraux).

45
6

E) Infraction(s):

Le présent mandat se rapporte au total à 11 infractions (Notices-~~REDACTED~~).

Description des circonstances dans lesquelles l'infraction ou les infractions a (ou ont) été commise(s), y compris le moment (la date et l'heure), le lieu ainsi que le degré de participation, de la personne recherchée, à l'infraction ou aux infractions.

EXPOSE DES FAITS:

~~REDACTED~~ et ~~REDACTED~~ sont poursuivies pour avoir à Namur, et de connexité ailleurs dans le royaume et à l'étranger, entre le 1/09/03 et le 30/06/06 commis des infractions en matière de traite et trafic d'êtres humains, plus précisément liés à l'organisation de mariages de complaisances et fait ainsi partie d'une organisation criminelle ou au moins d'une association de malfaiteurs.

Les faits peuvent être résumés comme suit :

Des enquêtes sont très régulièrement faites lors de suspicion de mariages blancs, suite notamment à des informations communiquées par les administrations communales, ou des informations policières ou encore via les ambassades ...

Dans ce cadre, depuis octobre 2004, on s'est rendu compte (interpellés tant par la police que par l'office des étrangers) d'un nombre important de mariages au modus pour le moins interpellant : mariages contractés au Portugal, Danemark ou Suède (alors qu'aucun lien d'attache de ces personnes avec ces pays) entre pakistanais et portugais ou espagnols et domiciliation immédiatement après de ces couples en Belgique et notamment à Namur en sollicitant leur droit de séjour sur base de ce mariage..

Dans le cadre des activités de la PJF en matière de Traite et trafic d'êtres humains (notamment mariages blancs), un enquête est ainsi initiée depuis mars 2005 sur ce phénomène, suspectant très vite une filière internationale organisant ce type de mariages de complaisance entre pakistanais et portugaises ou espagnoles pour aider des pakistanais à entrer et/ou séjourner en Belgique (et les faire travailler dans des nights shops et marchés..)

Après avoir ouvert diverses notices initiales suite aux renseignements communiqués par l'administration communale et après diverses auditions, la police fédérale réussi à obtenir progressivement des aveux et renseignements à propos de la filière (souvent, dans une première audition, les couples avaient préparé leurs histoires respectives avant d'être interrogés mais des auditions approfondies ont permis de les confondre).

Des liens ont ainsi pu être faits progressivement entre plusieurs mariages s'étant déroulés au Danemark ou en suède et une notice organisation criminelle/association de malfaiteurs a été ouverte. *Et le dossier a été mis à l'instruction le 16/9/05 du chef d'association de malfaiteurs, organisation criminelle, art 77 et 77 bis (anciens et nouveaux) de la loi du 15/12/82, faux et usage de faux.*

Suite à divers devoirs, des informations ont pu être recoupées concernant les organisateurs ou intermédiaires.

Le modus généralement pratiqué s'avère être le suivant :

Des membres de l'organisation séjournant au Portugal ou en Espagne, recrutent des filles issues d'un milieu défavorisé ou en besoin d'argent et leur promettent une somme (de 2000 euros) d'argent si elles effectuent un mariage avec un ressortissant pakistanais (ce dernier a besoin de se marier avec une ressortissante Schengen pour pouvoir se domicilier en Belgique et y travailler et paierait jusqu'à 10000 euros pour l'aide de l'organisation. Il séjourne parfois clandestinement en Belgique avant le mariage ou à tout le moins séjour précaire).

Une fois que la portugaise ou espagnole a marqué son accord, un membre de l'organisation lui transmet un billet d'avion et elle est présentée à son futur époux, lequel est parfois déjà marié au Pakistan. Dans un court laps de temps après cette présentation, le couple se rend au Danemark (Glostrup) ou Suède ou Espagne et s'y marie très rapidement.

Le couple vient ensuite (parfois le jour même du mariage) résider en Belgique, il loue un appartement, se domicilie et la mariée reste sur place le temps de l'enquête de l'agent de quartier.

Une fois cette enquête terminée, elle retourne dans son pays mais revient (sur demande voire menace de son mari) en cas de convocation de la police ou de l'administration communale.

Six mariages principaux font l'objet de ce dossier.

Il est apparu de l'enquête que dans cette organisation, [REDACTED] et [REDACTED] servaient d'intermédiaires dans plusieurs de ces mariages, ayant notamment comme rôle de recruter des candidates au mariage en Espagne et au Portugal et de les mettre en lien avec les autres membres de l'organisation. Elles leur proposent le mariage de complaisance et leur fait miroiter la somme d'argent importante à gagner. Elles fournissent parfois également les documents de voyage ou passeports.

Il apparaît également que de l'argent leur est versé via la Western Union par plusieurs organisateurs de ces mariages.

[REDACTED] est en outre la petite amie de [REDACTED], coauteur des faits et elles sont par ailleurs toutes les deux mariées elles-mêmes à des pakistanais en situation précaire.

Concernant la culpabilité, le tribunal a suivi les réquisitions de mon office et déclaré l'ensemble des préventions établies telles que libellées à la citation.

Concernant la peine, le tribunal statuant par défaut à l'égard des deux intéressées, a condamné chacune de celles-ci à une peine de 2 ans d'emprisonnement et une amende de 1000 euros.

Ces peines correspondent aux réquisitions de mon office qui avait notamment insisté sur les éléments suivants :

- la gravité des faits au vu des séquelles importantes pour les victimes (même si les séquelles sont souvent plus visibles en matière de traite d'êtres humains, exploitation de prostitution, il ne faut en rien négliger les conséquences pour les gens de ce genre de pratiques : faux espoir, personnes expulsées, désargentées...

- l'atteinte grave portée à la sécurité de l'état, à notre politique d'immigration et à l'institution du mariage, complètement bafouée et discréditée par ce genre de pratiques.

- le caractère particulièrement organisé et international, la longueur de la période infractionnelle.

Nature et qualification légale de l'infraction ou des infractions et disposition statutaire ou code applicable: 193, 196, 197, 213, 214, 322, 323, 324, 324bis du code pénal et 77bis et quater de la loi du 15.12.1980.

I. Cochez, le cas échéant, s'il s'agit d'une ou des infractions suivantes punies dans l'Etat membre d'émission d'une peine ou une mesure de sûreté privative de d'un maximum d'au moins 3 ans telles qu'elles sont définies par le droit de l'Etat membre d'émission:

▲ participation à une organisation criminelle;

terrorisme;

▲ traite des être humains;

exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;

trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;

trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;

corruption;

fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés Européennes au sens de la convention de 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés Européennes;

blanchiment du produit du crime;

faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro;

cybercriminalité;

crime contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;

▲ aide à l'entrée et au séjour irrégulier;

homicide volontaire, coups ou blessures graves;

trafic illicite d'organes et de tissus humains;

enlèvement, séquestration et prise d'otage;

racisme et xénophobie;

vols organisés ou avec armes;

trafic illicite de biens culturels, y compris antiquités et œuvres d'art;

escroquerie;

racket et extorsion de fonds;

contrefaçon et piratage de produits;

falsification de documents administratifs et trafic de faux;

falsification de moyens de paiement;

trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;

trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;

trafic de véhicules volés;

viol;

incendie volontaire;

crime relevant de la juridiction de la Cour Pénale Internationale;

détournement d'avion / navire;

sabotage;

48
E

II. Description complète de l'infraction ou des infractions qui ne relève(nt) pas des cas visés au point I ci-avant:

n'étant pas fonctionnaire ou officier public, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, commis un faux en écritures authentiques et publiques, soit par fausses signatures, soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les actes, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objets de recevoir ou de constater, pour avoir notamment altéré, ou aidé à altérer, la déclaration que l'acte de mariage avait pour objet de recevoir ou de constater et pour avoir signé l'acte authentique de mariage (et divers autres documents découlant de ce mariage) sans intention de réaliser une union matrimoniale véritable et ce, notamment en vue d'obtenir ou de faire obtenir un avantage en matière de séjour,

et d'avoir, avec la même intention frauduleuse ou le même dessein de nuire, fait usage de ladite fausses pièce sachant qu'elle était fausse (7 faits).

F) Autres circonstances pertinentes en l'espèce:

- La prescription sera acquise le 02.03.2015.

G) Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets qui peuvent servir de pièces à conviction: SANS OBJET.

- Le présent mandat se rapporte également à la saisie et à la remise des objets acquis par la personne recherchée du fait de l'infraction: SANS OBJET.

- description des objets (et lieu où ils se trouvent) s'ils sont connus: SANS OBJET.

H) L'infraction pour laquelle – ou les infractions pour lesquelles – ce mandat a été émis est / sont passible(s) d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté à caractère perpétuel ou a/ ont pour effet une telle peine ou mesure:

- Le système juridique de l'Etat membre d'émission prévoit une révision de la peine infligée – sur demande ou au plus tard après 20 ans – en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure: SANS OBJET.

et / ou

- Le système juridique de l'Etat membre d'émission prévoit l'application de mesures de clémence auxquelles la personne peut prétendre en vertu du droit ou de pratique de l'Etat membre d'émission en vue de la non-exécution de cette peine ou mesure: SANS OBJET.

I) L'autorité judiciaire qui a émis le mandat:


Nom officiel: Parquet près le Tribunal de Première Instance de NAMUR.
Nom de son représentant: [REDACTED]
Fonction (titre / grade): **Substitut.**
Référence du dossier: [REDACTED]
adresse: **annexe du Palais de justice, rue de l'Arsenal – 5000 NAMUR.**
n° de téléphone: 00.32.81.251.810 (Service Administratif) - 00.32.81.251.723 (Magistrat)
télécopie: 00.32.81.251.893
e-mail: [REDACTED]@just.fgov.be

Coordonnées de la personne à contacter afin de prendre les dispositions pratiques nécessaires à la remise de la personne: [REDACTED], **Inspecteur Principal, Police fédérale, Fugitives Active Search Team (F.A.S.T.) - tél. 00.32.2.642.65.87 – fax: 00.32.2.642.65.96.**

En cas de désignation d'une autorité centrale pour la transmission et la réception administratives de mandats d'arrêt européens:

Nom de l'autorité centrale: /
personne à contacter, le cas échéant (titre / grade / nom): /
Adresse:
n° de téléphone: /
n° de télécopie: /

Signature de l'autorité judiciaire d'émission et/ou de son représentant:

Nom: [REDACTED]
Fonction (titre / grade): **Substitut.**
date: **15 octobre 2010.**
cachet officiel (s'il est disponible):  [REDACTED]
Substitut
